

## ANNEXE DOCUMENTAIRE

### Document n°1

#### PROCÈS-VERBAL D'ENTENTE ENTRE LE PATRONAT ET LES SYNDICATS

Le 17 décembre 2020, les parties soussignées,

**Utilitalia**, représentée par Adolfo Spaziani, Paola Giuliani, avec l'assistance d'Ilenia Casanova, **Cisambiente**, représentée par Alberto Garbarini, Maria Grimaldi, **LegaCoop Produzione e Servizi**, représentée par Andrea La Guardia, **A.G.C.I. Servizi**, représentée par Nicola Ascalone, **CONFCOOPERATIVE**, représentée par Massimo Stronati, **FISE ASSOAMBIENTE**, représentée par Donatello Miccoli, e **l'OO.SS.**

**FP- CGIL**, représentée par Massimo Cenciotti / **FIT-CISL**, représentée par Angelo Curcio **Ultrasporti**, représentée par Marco Odone, Paolo Modi / **FIADEL**, représentée par Luigi Verzicco, Vittorio D'albero, Maurizio Venuto

en leur qualité de parties stipulatrices des conventions collectives nationales du travail du 10 juillet 2016 et du 6 décembre 2016 pour les services environnementaux, se sont réunis en mode télématique pour convenir de ce qui suit.

CONSIDÉRANT.

- les conditions de la crise sanitaire de COVID-19 qui a frappé notre pays traversent une phase d'aggravation qui rend nécessaire le maintien des limitations de la mobilité des personnes et de l'agilité des lieux de travail ;
- les Secrétariats nationaux des OO.SS. stipulantes FP-CGIL, FIT-CISL, Ultrasporti et FIADEL ont exprimé aux Associations patronales la nécessité de reporter les élections pour le renouvellement des RSU et RLSSA par rapport au délai ordinaire de trois ans, compte tenu des difficultés dues à la permanence de la situation de risque sanitaire, qui ne permettrait pas la plus large participation au vote ;

CONSIDÉRANT QUE

- il est dans l'intérêt des deux parties que les élections pour le renouvellement des RSU et des RLSSA dans le secteur des services environnementaux aient lieu, dans toutes les entreprises qui appliquent les CCNL du secteur, en favorisant la participation la plus large de tous les travailleurs ; ceci est également en rapport avec la mise en œuvre désormais imminente des TU

Confindustria 10 février 2014 et Confservizi 10 février 2014 sur la vérification de la représentativité ;

- À cette fin, il semble approprié de convenir de nouveaux délais pour la tenue des élections, afin de permettre le rétablissement éventuel de conditions propres à faciliter le processus électoral sur le lieu de travail ;

- Des négociations sont actuellement en cours à une table de négociation unique pour le renouvellement des conventions collectives nationales de travail pour les services environnementaux du 10 juillet 2016 et du 6 décembre 2016, au cours desquelles les parties peuvent également convenir de modifications du règlement électoral et des articles 1 et 2 des conventions collectives nationales de travail respectives afin de mieux harmoniser le système des relations syndicales ; les parties, nonobstant les dispositions du règlement pour l'élection des RSU et des RLSSA dans les entreprises de plus de 15 salariés, annexé aux CCNL actuelles pour les services environnementaux du 10 juillet 2016 et du 6 décembre 2016, conviennent de ce qui suit :

1. Exceptionnellement, il est convenu de reporter les élections du RSU au-delà des délais ordinaires.

2. Conformément aux dispositions du règlement électoral, art. 1, paragraphe 1, les secrétariats nationaux des OSP activeront la procédure de renouvellement des RSU/RLSSA au niveau national ("jour des élections") au plus tard le mois de juin 2021.

3. Jusqu'à la date du 31 décembre 2020, les RSU non encore renouvelées continueront, à titre exceptionnel, à se voir accorder les droits et prérogatives syndicales prévus par la CCNL en faveur des RSU. A l'expiration de ce mandat, les droits de représentation et de négociation vis-à-vis des sociétés prévues par la CCNL seront exercés, à partir du jour suivant et jusqu'à l'entrée en fonction des nouvelles élections de la R.S.U., exclusivement par les structures territorialement compétentes de l'OO.SS. stipulant la CCNL du 10 juillet 2016 et du 6 décembre 2016, conformément à l'art. 21, alinéa 4 et à l'art. 22, alinéa 3 du Règlement précité.

4. Dans les sociétés dans lesquelles les R.S.U. ne sont plus valablement constituées à cette date, y compris dans les cas où il n'est pas possible de reconstituer le nombre impair prévu par l'art. 57, lettre A), alinéa 6 de la CCNL 10 juillet 2016 et par l'art. 60, lettre A), alinéa 6 CCNL 6 décembre 2016, la représentation et la propriété de négociation envers les sociétés prévues par la CCNL seront exercées exclusivement par les structures territorialement compétentes de l'OO.SS. stipulant la CCNL à partir de la date d'expiration du mandat relatif.

5. Les parties constatent également que, aux termes du règlement précité, afin de garantir le respect des obligations prévues, en matière de santé et de sécurité au travail, par le décret-loi 9.4.2008, n° 81 et ses modifications ultérieures, le RLSSA élu au sein des RSU expirées continuera à fonctionner sous un régime de prorogation jusqu'à de nouvelles élections coïncidant avec celles des RSU.

6. A titre transitoire, pour les effets prévus par l'article 2, lettre b), alinéa 3 des Conventions Collectives Nationales du Travail du 10 juillet 2016 et du 6 décembre 2016, les accords d'entreprise doivent être signés par les structures syndicales territorialement compétentes de l'OO.SS. stipulant les Conventions Collectives Nationales du Travail précitées représentant la majorité des délégations relatives aux cotisations syndicales conférées par les travailleurs de l'entreprise au 1er janvier 2021. À la demande de l'un des syndicats susmentionnés, un référendum sera organisé, également en ligne, pour les travailleurs non en stage employés par l'entreprise avec un contrat à durée indéterminée, y compris les apprentis, ainsi que ceux avec un contrat à durée déterminée qui travaillent au moment du vote, qui se tiendra dans les 15 jours suivant la signature de l'accord de deuxième niveau et sera considéré comme valide si au moins 50% des personnes ayant le droit de vote y ont participé. Si le quorum n'est pas atteint, le référendum doit avoir lieu dans les 15 jours suivants. L'accord sera considéré comme valide avec une majorité d'au moins 50% + 1 des votants. Il faut également tenir compte de la nécessité de donner aux entreprises une certitude quant à l'appropriation et à la validité du dialogue syndical pour l'efficacité de la négociation collective de deuxième niveau et pour l'efficacité de la négociation collective de deuxième niveau.

L'interlocuteur syndical pour l'efficacité des négociations collectives de deuxième niveau et pour la participation à la participation aux comités d'entreprise visés par le protocole du 19 mars 2020 ;

7. Exceptionnellement, jusqu'à l'entrée en fonction des nouvelles RSU, les structures syndicales de l'OO.SS. stipulant les CCNL peuvent utiliser, exclusivement pour les activités syndicales d'entreprise dues auxdites RSU conformément aux CCNL, les congés payés établis par l'art. 57, lettre b) CCNL 10 juillet 2016 et 60, lettre. b) CCNL 6 décembre 2016 en faveur du RSU, au prorata de leur indice de représentativité des entreprises au 1er janvier 2021 et à hauteur de 6/12 (six douzièmes) du montant dû pour l'année 2021 ; l'utilisation des permis restants sera soumise à vérification par les parties stipulantes avant la fin juin 2021.

8. En attendant le renouvellement des RSU, la renonciation formelle à la stipulation OO.SS, de ces signataires et de ceux reconnus dans la société en vertu de la loi no. 300/1970 pour former des RSA en vertu de l'art. 19 de la même loi reste ferme.

Lu, confirmé et signé.

**UTILITALIA / CISAMBIENTE / PRODUCTION ET SERVICES LEGACOOP /  
A.G.C.I. / CONFCOOPERATIVE / FISE ASSOAMBIENTE / FP CGIL /FIT CISL**

## Document n°2

### **Tract national pour le secteur du nettoyage de USB**

#### ***La CGIL CISL UIL FIADEL et les entreprises liquident les représentants syndicaux élus par les travailleurs***

*La CGIL CISL UIL FIADEL a porté un coup dur en signant un accord avec les associations patronales pour reporter les élections pour le renouvellement des RSU à juin 2021 à cause de Covid. Il ne suffisait pas de l'accord innommable dans le secteur scolaire, qui va jusqu'à insérer la grève virtuelle ! Maintenant, grâce aux syndicats d'employeurs du secteur de l'hygiène de l'environnement, même les représentants démocratiquement élus le deviendront !*

*Au lieu de prolonger les RSU en fonction jusqu'à de nouvelles élections, ils feront en sorte que les représentants élus par les travailleurs deviennent caducs à partir du 1er janvier 2021 pour donner à leurs secrétariats territoriaux le droit exclusif de négocier avec les entreprises.*

*C'est une gifle à la démocratie et à la liberté des travailleurs de choisir leurs propres représentants ; un acte arrogant qui culmine par le détournement des permis syndicaux des RSU "licenciées" elles-mêmes.*

*Profitant de la gravité de la situation épidémiologique, ils bâillonnent les travailleurs et les syndicats qui ne siègent pas dans les bons salons du gouvernement et des patrons, avec la claire intention de remettre en cause le système des relations et de la représentativité syndicales.*

*Mais de quoi ont-ils vraiment peur ? Ils savent très bien qu'ils ne jouissent plus de la confiance et du consentement des travailleurs, et ils voient dans les syndicats non concertés une réelle menace pour leur façon hégémonique de traiter les droits comme une monnaie d'échange contre leurs propres avantages douteux. C'est une décision injustifiable, qui remet même en question la pratique suivie par les mêmes syndicats du secteur public qui ont décidé de reporter les élections de la RSU jusqu'en 2022, en maintenant ceux qui sont actuellement en fonction.*

*La vérité est que dans le secteur de l'hygiène environnementale, les travailleurs ont sérieusement contesté la légitimité de la CGIL CISL UIL FIADEL à les représenter, en rejetant fermement le dernier renouvellement de la CCNL. Mais avec la forte complicité des associations d'employeurs, ils ont manipulé les consultations et, avec les entreprises, se sont opposés au droit de la RSU dans les négociations de second niveau. Le jeu est clair : maintenant qu'ils préparent le énième renouvellement de la CCNL, expiré en juillet dernier, ne pouvant compter sur le consensus et le nombre de cartes qui s'amincissent d'année en année, la tactique est de maintenir les travailleurs et leurs représentants démocratiquement élus en dehors de la table des négociations et sans aucune possibilité d'action syndicale. L'Usb considère illégitime et antidémocratique l'annulation des représentants élus par les travailleurs et n'acceptera en*

*aucune façon que derrière le drame de la pandémie se consomme un autre arrachage de droits et de démocratie syndicale.*

*Les élections du RSU et du RLSSA sont un droit des travailleurs !*

*Les RSU doivent rester en fonction jusqu'aux prochaines élections !*

*L'USB appelle tous les travailleurs à se mobiliser pour rétablir la démocratie sur leur lieu de travail !*

### **Document n°3**

#### **Tract du Si-Cobas sur l'accord fait entre les patrons et les syndicats sur le Rsu**

##### ***Il regalo di Natale di triplice e governo ai padroni: rinviate tutte le elezioni Rsu***

Gennaio 5, 2021

Dopo lo scandaloso accordo che ha sancito nel decreto-ristori quater il rinvio al 2022 dei rinnovi delle RSU nella scuola e in tutta la Pubblica amministrazione, padroni e confederali ci prendono gusto e nel privato firmano accordi nazionali in cui, con la scusa del Covid, le elezioni dei rappresentanti dei lavoratori vengono rinviate di almeno 6 mesi.

Un esempio su tutti: l'intesa sottoscritta al riguardo lo scorso 17 dicembre da Utilitalia, Cisambiente, Legacoop, AGCI, Confcooperative e FISE Assoambiente con CGIL-CISL-UIL e Fiadel nel settore igiene ambientale. In sintesi: per governo, padroni e sindacati di stato i lavoratori si possono ammalare e morire di Covid in nome dei profitti e della produzione, ma non possono esercitare i loro diritti sindacali "a causa del Covid".

Quest'ennesimo scippo della democrazia sui luoghi di lavoro mette ancora più in luce, casomai ce ne fosse bisogno, la farsa delle leggi sulla rappresentanza ritagliate a uso e consumo dei 3 porcellini, e la necessità immediata di un'iniziativa che veda in campo l'intero sindacalismo di classe, ovunque collocato, per riprenderci con la lotta quelle agibilità che ci sono state sottratte per via legislativa. Anche per questo il SI Cobas, assieme all'assemblea delle lavoratrici e lavoratori combattivi, ha lanciato lo sciopero generale per il prossimo 29 gennaio. 31 dicembre  
**- S.I. Cobas**

## Document n°4

### **Solidarietà ai delegati USB del settore igiene-ambientale!**

Apprendiamo dalla denuncia di lavoratori iscritti all'USB che nel giorno 17 dicembre 2020 le organizzazioni sindacali Fp-Cgil, Fit-Cisl, Uiltrasporti e Fiadel hanno sottoscritto con le associazioni padronali (Utilitalia, Cisambiente, LegaCoop Produzione e Servizi, A.G.C.I. Servizi, Confcooperative, Fise Assoambiente) un accordo circa “l’esigenza di posticipare le elezioni a giugno 2021 per il rinnovo delle RSU e degli RLSSA rispetto all’ordinaria scadenza triennale”. Si scrive, ancora, che “fino alla data del 31 dicembre 2020 potranno, in via eccezionale, essere riconosciute le attuali RSU”. Decorso tale termine, però, **la rappresentanza e la titolarità negoziale** nei confronti delle imprese **verrebbe esercitata**, dal giorno successivo e fino all’entrata in carica delle RSU, esclusivamente **dalle strutture territorialmente competenti delle OO.SS.** che hanno firmato i CCNL del 2016.

Per quanto concerne il tema della salute e sicurezza sul posto di lavoro, i “RLSSA eletti potranno, invece, continuare ad operare in regime di proroga fino alle nuove elezioni in coincidenza con quelle delle RSU”. Curiosamente le motivazioni adottate da questi bonzi sindacali, piegati più che mai agli interessi dei padroni, vertono sulle “difficoltà di una situazione a rischio sanitario che, al loro dire, non permetterebbe la più ampia partecipazione al voto”. E per dare una base a questa messa in scena quanto mai grottesca fanno sfoggio dell'intesa del testo unico (2014) sulla rappresentanza siglato tra Confindustria e da loro stessi insieme a qualche sigla sindacale di base.

Piccolo particolare: per questa vicenda, strumentalmente, si fa richiamo al “rischio sanitario”; ieri però, dall'inizio e per tutta la durata della prima e della seconda ondata covid-19, le stesse organizzazioni sindacali sono state ben poco attente a tener conto di questo rischio, accettando accordi e stati di fatto che hanno subordinato la salute dei lavoratori alle esigenze di profitto del sistema produttivo italiano. Tanto è vero che, come per il personale sanitario, anche per questo settore non si sono risparmiate ipocrite lodi *a sostenere e ringraziare i lavoratori e le lavoratrici del comparto ambientale per sapere assolvere, in piena emergenza nazionale, lo svolgimento del servizio.* Non ci si è minimamente sognati, invece, di dare un forte segnale per imporre sui luoghi di lavoro misure volte a mettere al centro la difesa e l'auto-difesa della salute (a salario pieno) dei lavoratori. L'intera classe lavoratrice (usata come carne da macello) dai padroni e dal governo è stata costretta al lavoro rischiando il contagio, la quarantena e in certi casi ci sono stati perfino licenziamenti di rappresaglia per chi ha osato denunciare la propria azienda.

Come nel caso di Gabriele, lavoratore di una ditta di appalti e rappresentante Rsu dell'Ati (dell'USB) che per il solo fatto di richiedere adeguate condizioni sul lavoro e averle denunciate pubblicamente ad un giornale locale della sua regione: “Abbiamo bisogno di mascherine, guanti, sanificazione e tutto quanto indicato dalle disposizioni ministeriali e regionali”, è stato licenziato in tronco.

Senza contare che sempre in questo settore produttivo (ben prima della pandemia), che comprende anche l'igiene ambientale, stando alle stesse elaborazioni della Funzione Pubblica-Cgil sui dati Inail del 2017, si consumava un'altra pandemia nazionale per il lavoro in cui: **“un operatore su nove nel settore dell’igiene ambientale ha subito un infortunio nel lavoro. Sono infatti oltre 10 mila i lavoratori colpiti da incidente nel settore rifiuti, di cui circa 8.500 nella raccolta, e più di 500 i casi di malattia professionale”**. Un fenomeno in preoccupante crescita tanto da costringere **la stessa Fp-Cgil a lanciare una campagna nazionale (senza una vera e reale volontà di lotta)** “per l’esigenza di investire nel settore dell’igiene ambientale, per garantire più tutele e risorse sui temi della salute e sicurezza delle lavoratrici e dei lavoratori”.

A tutto ciò (insieme a Cisl e Uil) facendo ben poco o nulla per organizzare iniziative nazionali e territoriali contro i padroni considerato che già nel 2017 i lavoratori e le lavoratrici anche dei servizi ambientali sono senza contratto (scaduto da luglio scorso) proponendo invece, ipotesi di rinnovo che anziché migliorare peggiorano condizioni, salute e sicurezza sui posti di lavoro attraverso anche un sistema di precarizzazione del salario reale - nella cogestione, insieme ai padroni, di fondi privati pensionistici e sanitari che individualizzano il lavoratore a scapito della difesa collettiva e universale. Questo attacco di padroni e confederali nel settore igiene-ambientale per l’azzeramento delle rappresentanze elette dai lavoratori è come denunciano i delegati USB “un avvertimento per tutti i settori, per tutti i lavoratori combattivi. L'ennesimo scippo dei diritti e della democrazia sindacale”.

### Come **Coordinamento delle lavoratrici e dei lavoratori combattivi del Veneto**

ci uniamo a sostegno della denuncia dei lavoratori iscritti all'USB contro questo ennesimo sopruso ed esprimiamo loro la nostra più calda solidarietà di classe, consapevoli della necessità che solo l'unione e l’azione autonoma e organizzata della classe lavoratrice può contrastare l'insieme delle politiche di attacco padronale e del governo Conte ai diritti di organizzazione e agibilità sindacali dei lavoratori; un attacco che si innesta nel quadro pluridecennale di repressione, criminalizzazione e discriminazione dei sindacati più conflittuali e dei lavoratori combattivi anche in vista dei licenziamenti (31 marzo). Come già sta avvenendo anche nel maxiprocesso contro centinaia di lavoratori della logistica e del settore alimentare per le vertenze Italpizza e non solo.

- Di fronte all'arroganza padronale e di governo occorre riaffermare la libertà di sciopero e agibilità sindacale. Denunciare tutti gli accordi che nell’ultimo ventennio hanno colpito il diritto all’auto-organizzazione dei lavoratori, incluso l'accordo sulla rappresentanza del 2014, che, come dimostra anche questo caso denunciato dai lavoratori iscritti a USB, rappresenta un altro laccio strangolatorio per la reale rappresentatività sui posti di lavoro.
- Battersi insieme ai lavoratori immigrati contro i divieti delle questure, dei prefetti e della commissione di garanzia sugli scioperi: se si lavora, si ha anche il diritto di svolgere attività sindacale e di scioperare. Contro la repressione, contro i decreti sicurezza e per un permesso di soggiorno per tutti gli immigrati.

- Riprendere la lotta e l'iniziativa organizzata sui CCNL: da una parte il loro mancato rinnovo, dall'altra il perpetuarsi del patto di fabbrica (con l'estensione del welfare aziendale) che imporrebbero infatti il dominio della contrattazione locale, le gabbie salariali, una liberalizzazione del caporalato istituzionalizzato.
- Per la stabilizzazione dei precari e l'internalizzazione degli appalti dilagati oramai in tutti i settori.
- Per forti aumenti salariali e contro rinnovi contrattuali-bidone frutto della concertazione. Costruendo percorsi di convergenza, unificazione e lotta con l'insieme della classe lavoratrice, dei precari, cassintegrati e disoccupati.
- Proprio per dare continuità, forza a questo percorso collettivo, di convergenza tra diversi settori e soggettività di classe, invitiamo tutti i lavoratori (anche USB) a partecipare ad un processo di generalizzazione delle lotte che porti alla riuscita di uno sciopero nazionale intercategoriale per il 29 ed a una manifestazione nazionale per il 30 gennaio, per contrastare insieme l'offensiva a tutto campo del padronato che ha un carattere generale sul fronte dei contratti, della scuola e della sanità come delle più generali politiche economiche del governo.

### Lavoratori e lavoratrici combattivi del Veneto

#### Document n°5

##### **IGIENE AMBIENTALE**

##### **PADRONI E SINDACATI ASSERVITI SFERRANO UN NUOVO ATTACCO.**

##### **SERVE LA RISPOSTA UNITA DEI LAVORATORI E DEL SINDACALISMO CONFLITTUALE !**

I sindacati di regime hanno dato una nuova dimostrazione di quanto siano disposti a inchinarsi agli interessi padronali in cambio del riconoscimento del monopolio della cosiddetta "rappresentanza".

È accaduto nel settore dell'igiene ambientale.

Il 17 dicembre scorso Fp-Cgil, Fit-Cisl, Ultrasporti e Fiadel hanno sottoscritto con le associazioni padronali (Utilitalia, Cisambiente, LegaCoop Produzione e Servizi, A.G.C.I. Servizi, Confcooperative, Fise Assoambiente) un accordo che rinvia le elezioni Rsu fino (non oltre) al giugno 2021 ma non proroga la validità delle Rsu vigenti, prevista scadere il 31 dicembre 2020 e affida ogni prerogativa sindacale in capo a queste, alle segreterie provinciali dei sindacati firmatari.

Non è poca cosa perché nell'arco di questi sei mesi avranno luogo due fatti molto importanti: la trattativa per il rinnovo del contratto nazionale dell'igiene ambientale e la fine – il 31 marzo – del blocco dei licenziamenti.



Oltre a ciò, è una questione d'ordine generale che viene messa in discussione: i rappresentanti sindacali eletti dai lavoratori in azienda vengono esautorati d'ogni prerogativa sindacale a vantaggio delle dirigenze provinciali dei sindacati di regime.

Se è vero che gli organismi sindacali aziendali – quali Rsu e Rsa – per loro natura tendono a stringere la visione dei lavoratori dei problemi sindacali entro l'orizzonte dell'azienda, soprattutto in mancanza di organismi territoriali – che i sindacati collaborazionisti si guardano bene di costituire – in cui riunire lavoratori e delegati al di sopra delle divisioni fra aziende e categorie;

se è vero che le Rsu, con l'accordo intersindacale denominato "Testo Unico sulla Rappresentanza" del gennaio 2014 hanno ulteriormente ridotto i margini di un loro possibile utilizzo proficuo da parte del sindacalismo conflittuale, stringendo il controllo su di esse da parte del sindacalismo collaborazionista;

è altrettanto vero che evidentemente tutto ciò non bastava a padroni e sindacati di comodo e che questo accordo del 17 dicembre scorso segna un ulteriore passo in avanti nella loro lotta contro il sindacalismo conflittuale e i lavoratori.

La firma del Testo Unico sulla Rappresentanza da parte della Confederazione Cobas e dell'Usb ha ulteriormente diviso il campo del sindacalismo conflittuale provocando una spaccatura apparentemente insanabile.

Al di sopra delle considerazioni di merito, questo è secondo noi un grave errore: l'unità d'azione di tutto il sindacalismo conflittuale è una necessità improrogabile.

Accordi indecenti come quello del 17 dicembre dovrebbero offrire l'occasione a tutti i sindacati di base di mettere in campo una reazione comune, coinvolgendo anche le opposizioni di classe in Cgil.

Ci auguriamo e ci batteremo affinché ciò accada nei prossimi rinnovi contrattuali nazionali e nelle battaglie contro i licenziamenti che si moltiplicheranno all'indomani del 31 marzo.

coordautoconvocat2019@gmail.com

**Coordinamento Lavoratori/Lavoratrici Autoconvocati per l'Unità della classe (CLA)**

8 gennaio 2021

## Document n°6

Bologna, 27/09/2020

### **Contributo all'assemblea dei lavoratori combattivi del Coordinamento Lavoratori e Lavoratrici Autoconvocati (CLA)**

Il Coordinamento Lavoratori e Lavoratrici Autoconvocati (CLA) per l'Unità della Classe è formato da lavoratori e militanti di vari sindacati conflittuali, cioè di vari sindacati di base e dell'opposizione in Cgil, e si è costituito allo scopo di battersi per l'obiettivo dell'unità dei lavoratori nelle azioni di lotta.

Quale, non unico, ma fondamentale ostacolo al raggiungimento di questo obiettivo abbiamo individuato la condotta della maggioranza delle dirigenze del sindacalismo conflittuale che non persegue l'unità d'azione delle organizzazioni sindacali, ignora gli scioperi delle altre organizzazioni, promuove scioperi senza coinvolgere gli altri sindacati conflittuali o addirittura in date diverse, cioè scioperi concorrenza fra le sigle.

L'iniziativa di oggi, chiamata “assemblea dei lavoratori combattivi”, ci sembra positiva perché dichiara di voler perseguire l'unità d'azione dei lavoratori e perché si presenta come un'assemblea di soli lavoratori.

Su questo secondo aspetto siamo già intervenuti all'assemblea del 12 luglio. Se vogliamo costruire un fronte unico dei lavoratori, dobbiamo mantenere separato l'ambito sindacale da quello partitico.

Si badi, non diciamo di separare la lotta sindacale dalla politica, come erroneamente alcuni compagni dicono che noi sosteniamo. Questo sarebbe impossibile e sbagliato. Lotta sindacale e politica non sono separabili. La scelta di schierarsi dalla parte del sindacalismo conflittuale è già una scelta politica. Implica l'idea della lotta di classe e cioè che gli interessi dei lavoratori possano essere difesi solo con la lotta e a discapito degli interessi della classe padronale. Se non si fa la scelta politica della lotta di classe si abbandona il sindacato all'idea politica della collaborazione di classe.

Altra cosa però è promuovere fronti unici in cui vi sono organizzazioni sindacali e organizzazioni politiche. Questa operazione inevitabilmente spacca il fronte unico dei lavoratori perché riflette in esso le divisioni fra i partiti. Inoltre allontana i lavoratori di partiti diversi da quelli inclusi nel fronte ed anche quelli senza partito.

Il fronte unico di classe, in sintesi, può esistere solo se è un fronte unico *sindacale* di classe.

Il fatto che questa assemblea sia costituita da soli lavoratori è positivo perché questo suo carattere offre una garanzia affinché si mantengano separati gli ambiti organizzativi sindacali e partitici.

Perciò, se – come noi auspichiamo – da questa assemblea sarà avviato un percorso volto all'unità d'azione dei lavoratori, secondo noi esso dovrà mantenere sempre questo carattere d'essere costituito solo da lavoratori.

Ci ha ben impressionato quanto sinora compiuto dall'assemblea dei lavoratori combattivi di Roma. Essa si è data un'agenda che consiste nell'intervenire nelle lotte operaie organizzate dai sindacati, sia di base che la Cgil, portandovi l'indirizzo dell'unità d'azione dei lavoratori al di sopra delle divisioni di azienda, di categoria e di sigla sindacale.

Questo intervento, ad esempio nella manifestazione dei lavoratori della Chef Express organizzata dalla Flaica Cub, è stato operato presentandosi come lavoratori aderenti all'assemblea dei lavoratori combattivi, non come gruppi politici.

Oltre a mantenere separato l'ambito organizzativo sindacale da quello partitico, un percorso finalizzato all'unità dei lavoratori nella lotta a nostro giudizio deve avere un altro carattere fondamentale.

Non si può ottenere l'unità dei lavoratori in lotta al di sopra delle sigle sindacali *a discapito* delle sigle sindacale, ignorandole.

L'ostacolo che si frappone al raggiungimento dell'unità d'azione dei lavoratori non sono le organizzazioni sindacali in sé ma le dirigenze e i delegati che non vogliono o non riescono ancora a capire che non si può raggiungere l'unità d'azione dei lavoratori ignorando gli altri sindacati conflittuali.

Quale dirigenza sindacale non auspica che a uno sciopero da essa proclamato aderiscano i lavoratori al di sopra delle sigle? Questo è esattamente ciò che fanno la maggioranza delle dirigenze del sindacalismo da anni.

Per dialogare coi lavoratori e coi delegati degli altri sindacati non basta appellarsi a loro direttamente affinché aderiscano a uno sciopero nella cui preparazione il loro sindacato non è stato coinvolto.

Bisogna sempre fare il tentativo di coinvolgere tutti gli organismi del sindacalismo conflittuale perché è solo dopo aver fatto tale tentativo che si avranno maggiori possibilità di dialogare e di coinvolgere i lavoratori e i delegati di quelle organizzazioni sindacali le cui dirigenze abbiano eventualmente rigettato il percorso di lotta unitario.

Il sindacalismo di base non è morto, come abbiamo sentito affermare alcune volte in questi ultimi anni. Basti guardare le piazze di ieri di Milano e Torino, con gli insegnanti scesi in lotta organizzati dai sindacati di base.

È corretto invece dire che è in difficoltà, è in crisi, è debole. Affermare che è morto oltre a non essere vero non aiuta certo alla costruzione dell'unità d'azione dei lavoratori, non aiuta i lavoratori del SI Cobas che, come in modo esemplare dimostrano i processi a Modena, hanno un bisogno urgente ed estremo di uscire dall'isolamento e di ricevere il sostegno del resto della classe lavoratrice.

Questo sostegno non lo si riceve raccogliendo attorno al sindacato gruppi politici attraverso la costruzione di un fronte misto sindacal-partitico. Questo non perché i partiti siano una brutta cosa, al contrario. Ognuno ha le sue idee e i suoi ideali.

Ma perché per sua natura l'organizzazione politica raccoglie un numero di lavoratori molto più ristretto di quanto non faccia un sindacato. Partito e sindacato sono due organismi con natura, caratteri e funzioni diverse. Per quanto i sindacati di base siano deboli essi inquadrano un numero di lavoratori enormemente superiore a quello di tutti i gruppi politici di qualsivoglia fronte unico politico.

Allora è a questi lavoratori inquadrati in questi sindacati che bisogna rivolgersi, oltre a quelli ancora controllati dai sindacati collaborazionisti e a quelli non sindacalizzati.

Il nostro Coordinamento Lavoratori e Lavoratrici Autoconvocati – che parteciperà e sosterrà la manifestazione del 3 ottobre – è pienamente disponibile a sostenere un percorso per la costruzione dell'unità d'azione dei lavoratori che si basi su questi due caratteri che ripetiamo:

- distinzione dell'ambito organizzativo sindacale da quello partitico, mantenendo il carattere dell'assemblea come costituita da soli lavoratori;
- costruzione delle iniziative di lotta ad ogni livello – aziendale, di categoria, territoriale, intercategoriale e nazionale – consumando sempre il tentativo di coinvolgere tutte le organizzazioni del sindacalismo conflittuale.

Viva l'unità d'azione dei lavoratori !

Viva il fronte unico sindacale di classe !

Bologna, domenica 27 settembre 2020

[coordautoconvocat2019@gmail.com](mailto:coordautoconvocat2019@gmail.com)